

# MÛRISSERIE

**ARCHITECTURE** PARENT+RACHDI

DOSSIER N° : 2023-16  
CONSTRUCTION DU CENTRE DE PERINATALITE 113  
CENTRE HOSPITALIER LABORIT  
POITIERS (86)

## CCTP - PCCE

Prescriptions communes à tous les corps d'état

Nantes, le mercredi 28 Janvier 2026

MAÎTRE D'OUVRAGE  
CENTRE HOSPITALIER HENRI LABORIT  
370 avenue Jacques Cœur - CS 10587  
86021 POITIERS Cedex  
tél : 05 49 44 57 57



CONTRÔLEUR TECHNIQUE :  
COORDONNATEUR SPS :

MAÎTRE D'ŒUVRE  
ARCHITECTE MANDATAIRE : MÛRISSERIE  
BUREAUX D'ÉTUDES  
Économiste + OPC : CABINET MARET  
BE Fluides, énergies, therm, élec, sécu inc. : ISOCRATE  
BE Structure : AREST  
VRD : SIT&A CONSEIL  
BE Acoustique : ITAC

MÛRISSERIE



**SOMMAIRE**

1	DEFINITION DE L'OPERATION .....	3	9.7	Hors d'eau provisoire .....	10
1.1	Objet de l'opération .....	3	10	REGLEMENTS .....	10
1.2	Intervenants .....	3	10.1	Normes et règlements .....	10
2	DECOMPOSITION DES LOTS .....	3	10.2	Prescriptions techniques particulières .....	10
3	AVERTISSEMENT AUX ENTREPRISES .....	4	11	CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT .....	10
3.1	Consistance des travaux .....	4	12	MATERIAUX .....	10
3.2	Omissions, erreurs et malfaçons .....	4	12.1	Conformité des matériaux .....	10
3.3	Responsabilité de l'entreprise .....	4	12.2	Démarche environnementale de type HQE .....	11
3.4	Travaux à prévoir par l'entreprise .....	4	12.3	Échantillons, modèles, maquettes, témoin .....	11
3.5	Mise au point des documents graphiques .....	4	12.4	Prototypes .....	12
3.6	Retard dans l'exécution des travaux .....	5	13	PROTECTION DES OUVRAGES .....	13
3.7	Installation de l'entreprise .....	5	13.1	Précautions à prendre .....	13
3.8	Coordination entre les entreprises .....	5	14	PROPRETE DU CHANTIER .....	13
4	CONNAISSANCE DES LIEUX .....	5	14.1	Nettoyage du chantier .....	13
5	CANALISATIONS EXISTANTES .....	5	14.2	Nettoyage avant réception .....	13
6	INSTALLATION DE CHANTIER .....	5	15	SECURITE DE CHANTIER .....	13
6.1	Alimentation provisoire en eau .....	5	15.1	Clôture de chantier .....	13
6.2	Alimentation provisoire en électricité .....	5	15.2	Fermeture du chantier .....	13
6.3	Téléphone de chantier .....	6	15.3	Garde-corps provisoires .....	14
6.4	Frais afférents aux divers branchements .....	6	15.4	Tampon sur trémie .....	14
6.5	Panneau de chantier .....	6	15.5	Responsabilité .....	14
6.6	Hygiène et sécurité du chantier. Fourniture du PPSPS .....	6	15.6	Points particuliers ayant trait à la sécurité .....	14
6.7	Stockage des matériaux .....	7	16	ESSAIS .....	14
6.8	Plan d'organisation du chantier .....	7	17	TROUS PERCEMENTS SAIGNEES .....	15
7	IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS .....	7	18	SCELLEMENTS REBOUCHEMENTS .....	15
7.1	Trait de niveau .....	7	19	SCELLEMENTS DES OUVRAGES DU SECOND OEUVRE SOLIDAIRES DES MACONNERIES .....	15
8	ACCES DU CHANTIER .....	7	20	FOURREAUX .....	15
8.1	Intervention en site occupé .....	7	21	DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES INTERVENANTS .....	15
8.2	Accès du chantier .....	8	21.1	Fourniture de documents .....	15
8.3	Aire de chantier .....	8	21.2	Travaux de technique traditionnelle .....	16
8.4	Clôture de chantier .....	8	22	CHARGES PERMANENTES – CHARGES D'EXPLOITATIONS .....	16
9	ORGANISATION DU CHANTIER .....	8	23	RENSEIGNEMENTS .....	16
9.1	Rendez-vous de chantier .....	8	23.1	Observations .....	16
9.2	Compte rendu de chantier .....	8	23.2	Dossier des ouvrages exécutés .....	16
9.3	Modifications aux plans et CCTP .....	8			
9.4	Vérification des plans .....	8			
9.5	Plans, dessins d'exécution et notes de calculs .....	9			
9.6	Dépense du compte prorata .....	9			

## 1 DEFINITION DE L'OPERATION

### 1.1 OBJET DE L'OPERATION

Le présent document a pour objet de décrire les travaux nécessaires à l'exécution : **Construction d'un centre de Périnatalité au Centre Hospitalier Henri Laborit – 370 avenue Jacques Cœur à POITIERS.**

### 1.2 INTERVENANTS

Architecte mandataire	<b>MURISSERIE</b> 18 Rue du Calvaire 44010 NANTES CEDEX 1 - Tel : 02.40.35.33.32 - Email : aymeric.trutet@murisserie.fr
Economiste OPC	<b>Cabinet MARET &amp; Associés SARL</b> 15, rue de Verdun – Pompaire 79200 PARTHENAY - Tel : 05.49.95.03.37 - Email : contact@cabinetmaret.fr
BET Structure	<b>AREST</b> 8, rue Chante Merle 44140 LE BIGNON - Tel : 02.40.26.26.00 - Email : infos-nantes@arest.fr
BET Fluides	<b>ISOCRATE</b> 6, rue des Sassafras 44300 NANTES - Tel : 02.51.89.77.50 - Email : secretariat@isocrate.com
BET VRD	<b>SIT&amp;A Conseil</b> 140, rue de l'Aérodrome 79000 NIORT - Tel : 05.49.33.09.49 - Email : niort@siteaconseil.fr
BET Acoustique	<b>ITAC</b> 5 rue Menou 44000 NANTES - Tel : 02.40.14.01.95 - Email : j.garreau@itac-acoustique.fr

Bureau de contrôle	<b>SOCOTEC - Agence construction Poitiers</b> 10, rue Jean Baptiste Boussingault ZAE de la République III – 86000 POITIERS – Tel : 06.29.26.21.12 Email olivier.banville@socotec.com
Coordonnateur SPS	<b>SOCOTEC - Agence construction Poitiers</b> 10, rue Jean Baptiste Boussingault ZAE de la République III – 86000 POITIERS – Tel : 06.09.27.67.39 Email david.foucault@socotec.com
Etude géotechnique	<b>GINGER CEBTP Agence de Poitiers</b> rue Jacques Babinet ZI Parc 86130 JAUNAY MARIGNY Tel : 05.49.37.92.86 Email : cebtp.poitiers@groupeginger.com

## 2 DECOMPOSITION DES LOTS

Les travaux seront traités par lots séparés avec entreprise isolée ou groupée suivant liste ci-dessous :

Lot N°01 TERRASSEMENT - VRD - ESPACES VERTS
Lot N°02 FONDATIONS SPECIALES
Lot N°03 GROS OEUVRE
Lot N°04 CHARPENTE ET BARDAGE BOIS
Lot N°05 ETANCHEITE
Lot N°06 COUVERTURE TUILES - ZINGUERIE
Lot N°07 SERRURERIE
Lot N°08 MENUISERIE EXTERIEURE BOIS ET MIXTE BOIS / ALUMINIUM
Lot N°09 MENUISERIE INTERIEURE BOIS - MOBILIER
Lot N°10 CLOISONS SECHES
Lot N°11 PLAFONDS SUSPENDUS
Lot N°12 CHAPE FLOTTANTE
Lot N°13 SOLS COLLES
Lot N°14 PEINTURE - NETTOYAGE
Lot N°15 ASCENSEUR
Lot N°16 ELECTRICITE COURANTS FAIBLES
Lot N°17 PLOMBERIE SANITAIRE CHAUFFAGE RAFRAICHISSEMENT VENTILATION
Lot N°18 PHOTOVOLTAIQUE
Lot N°19 FORAGES

### 3 AVERTISSEMENT AUX ENTREPRISES

---

#### 3.1 CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les entreprises des divers corps d'état seront réputées avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces constituant le dossier complet des travaux pour tous les corps d'état.

Les entreprises sont réputées s'être assurées qu'il n'y a ni manque, ni double emploi dans les prestations fournies au titre de chaque chapitre du lot dont elles sont responsables afin d'assurer un achèvement complet des travaux dans les règles de l'art, et pour la bonne construction, l'entrepreneur sera tenu de prévoir dans ses dépenses, tout ce qui doit, normalement entrer dans le prix d'une construction à forfait pour les travaux de son lot.

Les entreprises sont réputées avoir vérifié la conformité de la composition de leur dossier.

Les plans, CCTP, notice acoustique, étude de sol, PGC, diagnostics techniques immobiliers amiante, diagnostic subaquatique et rapport initial forment un tout définissant les ouvrages à réaliser en se complétant mutuellement. Un ouvrage figurant aux plans mais non repris explicitement dans le descriptif devra être réalisé dans les conditions minimales d'exécution s'il ne peut être assimilé à une prescription comparable au descriptif.

De même, un ouvrage décrit au devis descriptif devra être réalisé même si les plans n'en font pas mention.

Dans l'un et l'autre cas, aucun supplément au forfait ne sera admis si aucune demande de renseignement préalable n'a été formulée par écrit avant la date de remise des offres.

La préséance du devis descriptif sur les plans ne joue qu'en cas de contradiction entre ces pièces.

#### 3.2 OMISSIONS, ERREURS ET MALFAÇONS

Les entrepreneurs devront signaler par écrit aux concepteurs toutes les malfaçons des travaux déjà exécutés par les entrepreneurs des autres lots, susceptibles d'empêcher l'exécution parfaite de ses propres ouvrages.

Avant toute exécution, l'entrepreneur devra vérifier toutes les cotes des dessins qui lui seront remis par le concepteur et lui signalera en temps utile les erreurs ou les omissions qui auraient pu se produire.

#### 3.3 RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE

Faute de se conformer à ces prescriptions, il deviendra responsable de toutes les erreurs relevées en cours d'exécution ainsi que des conséquences qui en résultent.

Les entrepreneurs devront se référer aux généralités communes à tous les corps d'état pour ce qui concerne les trous, les scellements, les implantations et les réservations.

La valeur de ces réservations devra être comprise dans le prix de l'ouvrage et aucune plus-value ultérieure ne sera accordée.

Chaque entreprise devra établir l'ensemble de ses plans et croquis détaillés de réservations et les transmettre dans **les 10 jours** qui suivront la notification du marché. En cas de défaillance, les retards constatés dans la remise de ces documents seront considérés comme des retards d'exécution et à ce titre seront passibles des mêmes pénalités de retard prévues au MARCHE.

#### 3.4 TRAVAUX A PREVOIR PAR L'ENTREPRISE

Tous les travaux nécessaires au complet achèvement des ouvrages et au parfait fonctionnement des installations, doivent être prévus par les entreprises de chaque corps d'état et exécutés conformément aux règles de l'art.

Les entrepreneurs devront suppléer par leurs connaissances professionnelles, aux détails qui pourraient être mal indiqués ou omis dans les plans et les devis descriptifs. En conséquence, les entrepreneurs devront prendre connaissance des devis descriptifs de tous les corps d'état ; ils ne pourront en aucun cas prétendre que des erreurs ou des omissions aux plans et aux devis descriptifs puissent les dispenser d'exécuter intégralement tous les ouvrages nécessaires au complet achèvement des travaux.

#### 3.5 MISE AU POINT DES DOCUMENTS GRAPHIQUES

Tous les détails, coupes et indications d'assemblage ne sont donnés qu'à titre de principe d'exécution. Il est bien convenu dans ce présent document que leur mise au point sera effectuée en accord avec les entrepreneurs désignés et intéressés et dans le respect de la solution technique du Maître d'œuvre.

Cette précaution est destinée à assurer les meilleures solutions possibles en vue d'une exécution garantissant le projet dans toutes ses parties.

### **3.6 RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX**

Les entrepreneurs devront informer le Maître d'œuvre et le coordinateur OPC en temps utile, de tout retard prévisible dans l'exécution de certaines parties d'ouvrage par suite de défaut d'approvisionnement, par suite de retards dans l'intervention des autres corps d'état, par suite d'engins ou de matériels accidentés ou par suite de manque d'information technique sur des détails ou des plans.

### **3.7 INSTALLATION DE L'ENTREPRISE**

Chaque entreprise installera ses propres échafaudages ou plateaux sauf indications contractuelles contraires du CCTP ou du PGC.

### **3.8 COORDINATION ENTRE LES ENTREPRISES**

Les entreprises de tous les corps d'état devront se prêter à ce qu'une parfaite et complète coordination puisse avoir lieu sur le chantier sous la direction du Maître d'œuvre et de l'OPC.

Elles devront leur remettre, dans les délais convenus, tous les documents complémentaires d'exécution et tous les plans de réservations nécessaires à un déroulement normal du chantier, dans le cadre du planning contractuel.

La non fourniture de ces documents aux dates prévues entraînera l'application des pénalités de retard prévues au MARCHE, outre la responsabilité des travaux supplémentaires qui en découleraient.

## **4 CONNAISSANCE DES LIEUX**

Il est rappelé que l'entrepreneur ne saurait se prévaloir postérieurement à la remise de son prix forfaitaire d'une connaissance insuffisante des sites, lieux et terrains d'implantation des ouvrages, non plus que tous les éléments locaux tels que nature des sols, moyens d'accès, conditions climatiques en relation avec l'exécution de travaux.

Les demandes d'occupation des sols temporaires du domaine public seront à sa diligence et les frais correspondants seront à sa charge.

La voirie et bordures détériorées éventuellement en cours de travaux seront remises en état par l'entreprise responsable.

Les entreprises prendront possession du terrain à construire dans l'état où il se trouve.

## **5 CANALISATIONS EXISTANTES**

L'entrepreneur devra s'assurer de la présence et des emplacements des réseaux anciens d'égout, eau, gaz et électricité qui pourraient subsister dans le terrain.

Aucune canalisation dans les fouilles ne devra être démolie, sans qu'une enquête ait donné la certitude qu'elle ne fait pas partie de l'installation présentant un caractère de priorité.

Tout préjudice causé sera à la charge de l'entrepreneur responsable.

## **6 INSTALLATION DE CHANTIER**

### **6.1 ALIMENTATION PROVISOIRE EN EAU**

Se reporter au CCTP

### **6.2 ALIMENTATION PROVISOIRE EN ELECTRICITE**

Se reporter au CCTP

### 6.3 TELEPHONE DE CHANTIER

Se reporter au CCTP

### 6.4 FRAIS AFFERENTS AUX DIVERS BRANCHEMENTS

Les branchements provisoires précités resteront sur le chantier tant qu'ils seront nécessaires à un corps d'état quelconque, dans les limites du planning contractuel éventuellement augmenté de la durée des intempéries acceptées par le Maître d'œuvre.

- Passé ce délai, s'il n'est pas possible de déterminer la ou les entreprises responsables des retards, les frais occasionnés par le maintien de ces installations seront imputés au compte prorata
- Passé ce délai, s'il est possible de déterminer la ou les entreprises responsables des retards, les frais occasionnés par le maintien de ces installations seront imputés aux entreprises responsables au prorata de leurs retards respectifs.

### 6.5 PANNEAU DE CHANTIER

Le panneau de chantier sera fourni et posé par l'entrepreneur de **GROS OEUVRE** à l'emplacement désigné par le concepteur

#### **Bureau de chantier**

Celui-ci sera installé sur le site, dès le début de la période de préparation, par l'entreprise de **GROS OEUVRE**, à l'emplacement désigné par le Maître d'œuvre, sur la base du plan d'installation de chantier établi par l'entreprise, et, ce jusqu'à la réception des travaux.

En cas de nécessité du chantier, le bureau pourra être déplacé sur simple demande du Maître d'œuvre.

Le bureau sera isolé thermiquement, chauffé en période froide et il comportera toute l'installation électrique nécessaire à une utilisation normale.

Les frais d'installations sont à la charge du lot **GROS OEUVRE** et les frais de consommation seront imputés au compte prorata.

La capacité du bureau de chantier devra tenir compte du nombre total de personnes à réunir éventuellement ensemble et comprenant :

- Les entreprises (19)
- La maîtrise d'ouvrage (1)
- La maîtrise d'œuvre et OPC (7)
- Le contrôleur technique (1)
- Le coordonnateur SPS (1)

### 6.6 HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER. FOURNITURE DU PPSPS

Chaque entreprise assurera la signalisation de ses propres travaux ou de ses stockages, sous réserve de conformité au PGC et de respect de la réglementation en vigueur.

Chaque entreprise fournira et mettra en place les dispositifs de sécurité du chantier nécessités par la construction de ses propres ouvrages et assurera l'entretien et le maintien en place de ces dispositifs en vertu du droit commun qui prévoit que chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés.

Sur le chapitre de la sécurité, se reporter au Plan Général de Coordination.

L'entrepreneur de **GROS OEUVRE** est chargé de mettre en œuvre et d'entretenir les dispositifs communs d'hygiène et de conditions de travail jusqu'à la fin des travaux de tous les corps d'état.

Sur le chapitre de ces dispositifs, se reporter au PGC

Chaque entreprise est tenue de fournir son plan particulier de sécurité et de protection de la santé avant le démarrage de ses travaux.

Le délai de fourniture de ce document est de 30 jours à compter de la date de réception de son marché signé par le Maître de l'ouvrage.



## **6.7 STOCKAGE DES MATERIAUX**

Les entrepreneurs seront responsables de leurs matériaux et l'emplacement de ce stockage sera à proposer au Maître d'œuvre et au coordonnateur SPS en conformité avec les dispositions prises par lui dans le **PGC**.

## **6.8 PLAN D'ORGANISATION DU CHANTIER**

Au premier rendez-vous de la période de préparation, l'entrepreneur titulaire du lot **GROS OEUVRE** sera tenu de prendre les contacts nécessaires avec le coordonnateur SPS, le Maître d'œuvre et les autres entreprises, pour préparer le plan d'organisation du chantier en conformité avec les dispositions prises au Plan Général de Coordination.

Dès ce rendez-vous, et dans le cadre du planning général des travaux, la date de libération et de remise en état du terrain affecté aux installations, sera fixée.

Le plan d'organisation de chantier, préparé par l'entreprise de **GROS OEUVRE** dans le respect des dispositions prises dans le PGC, sera présenté dans un délai fixé lors du premier rendez-vous de chantier, en accord avec toutes les entreprises des autres corps d'état.

Pour ce qui concerne la répartition des dépenses d'installations de chantier et les obligations de chaque intervenant, les entreprises devront se référer obligatoirement au PGC et au CCTP.

# **7 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS**

---

## **7.1 TRAIT DE NIVEAU**

La mise en place du trait de niveau à + 1.00 au-dessus des sols finis à l'intérieur du bâtiment à chaque niveau est dû par l'entreprise de **GROS OEUVRE**, à raison d'un trait continue couvrant tous les murs de toutes les pièces, couloirs, dégagement etc...

# **8 ACCES DU CHANTIER**

---

## **8.1 INTERVENTION EN SITE OCCUPE**

Par dérogation à l'article 34-1 du CCAG travaux, si à l'occasion de travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, la charge incombera au titulaire du lot concerné.

On entend par « voies publiques » les voies du domaine public routier intercommunal, départemental... et les voies internes de l'hôpital (domaine public hospitalier).

L'entreprise devra respecter les préconisations des chapitres (5-4-3) et (5-4-3) du CCAP concernant :

- Limitation des niveaux sonores.
- Demandes de coupures de réseaux
- Basculement des installations avec coupure sur le réseau électrique :
- Réalisation d'essais impactant le fonctionnement hospitalier
- Emploi d'explosifs et engins explosifs de guerre :
- L'emploi des explosifs fait l'objet d'une interdiction totale.
- Autorisations administratives :
- Présence hélistation
- Nuisances liées au chantier
- Sécurité du chantier

## **8.2 ACCES DU CHANTIER**

L'accès du chantier sera à convenir avec l'architecte et le Maître de l'ouvrage, en conformité avec les dispositions prises dans les **CCTP et PGC**.

L'entretien, le nettoyage et la remise en état éventuellement nécessaire des voies d'accès, ainsi que tous les frais afférents à ces prestations, seront assurés par l'entreprise désignée et dans les conditions financières prévues au **PGC**.

## **8.3 AIRE DE CHANTIER**

Les aires de chantier nécessaires aux diverses installations et stockage des entreprises, seront établies à l'intérieur de la zone délimitée par la clôture de chantier mise en place par le lot **GROS OEUVRE**.

La remise en état du terrain affecté à ces installations sera effectuée par le lot **GROS OEUVRE** dans les conditions financières prévues au **PGC**.

## **8.4 CLOTURE DE CHANTIER**

La clôture de chantier suivra les préconisations du PGC. L'entrepreneur de **GROS OEUVRE** aura à sa charge exclusive, l'installation, l'entretien et la dépose des clôtures, y compris tous les frais y afférents.

# **9 ORGANISATION DU CHANTIER**

---

## **9.1 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER**

Les rendez-vous de chantier du Maître d'œuvre sont hebdomadaires, à une date et une heure déterminées, fixées au début du chantier d'un commun accord entre le Maître d'œuvre, le Maître d'ouvrage et les entreprises.

Tous les entrepreneurs devront assister aux rendez-vous de chantier suivant la convocation fixée sur les comptes rendus de chantier.

## **9.2 COMPTE RENDU DE CHANTIER**

Un compte rendu de chantier sera établi par le Maître d'œuvre, après chaque rendez-vous de chantier ; il sera transmis à chaque entrepreneur présent ou convoqué.

Le mode de transmission des comptes rendus sera choisi par le Maître d'œuvre en fonction de sa propre organisation et précisé lors du premier rendez-vous.

Les entreprises devront s'adapter au mode de transmission choisi.

## **9.3 MODIFICATIONS AUX PLANS ET CCTP**

Chaque entrepreneur est tenu de n'apporter aucune modification dans l'application des plans et des CCTP sans un ordre écrit du concepteur ou sans les observations notées par lui dans le compte rendu de chantier.

Toute modification fera **obligatoirement** l'objet d'un accord écrit, et elle sera portée à la connaissance de toutes les entreprises concernées dans le compte rendu de chantier.

## **9.4 VERIFICATION DES PLANS**

Avant l'exécution des travaux, l'entrepreneur devra vérifier toutes les cotes des plans et signaler au concepteur toutes les erreurs ou omissions commises afin de lui permettre de faire les rectifications nécessaires en temps utile.

Faute de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur deviendra responsable de toutes les conséquences qui pourraient en résulter.



## **9.5 PLANS, DESSINS D'EXECUTION ET NOTES DE CALCULS**

9.5.1 Les études d'exécution sont partiellement à la charge de la Maîtrise d'œuvre :

- EXE Quantitatifs TCE fournies au DCE : A la charge de la Maîtrise d'œuvre
- EXE Lots fluides : A la charge de la Maîtrise d'œuvre

9.5.2 Sont à la charge des entreprises :

- EXE Lots architecturaux
- EXE lots structure
- Plans atelier et chantier :
  - Les plans complémentaires d'atelier seront à la charge des entreprises titulaires des lots correspondants qui les fournira pour visa à la Maîtrise d'œuvre.
  - Les entrepreneurs seront tenus de fournir les plans de chantier nécessaires à la réalisation de leurs ouvrages.

Ces documents devront être fournis en 3 exemplaires et soumis aux membres concernés de l'équipe de conception pour visa et au contrôleur technique pour accord au maximum 15 jours avant la date prévue de l'exécution.

- L'un de ces exemplaires sera retourné au corps d'état intéressé :
- Soit pour signifier l'accord du concepteur et du contrôleur technique
- Soit pour demander les explications et justifications jugées nécessaires

Une fois acceptés par le concepteur et le contrôleur technique, ces documents seront présentés au Maître de l'ouvrage pour information.

Les indications des percements et des scellements à réserver à l'exécution du **GROS OEUVRE**, seront données en temps utile par chaque entrepreneur qui devra se tenir personnellement informé de l'avancement des travaux ; il sera tenu pour seul responsable des retards ou des omissions que pourraient entraîner la non-observation de cette prescription.

## **9.6 DEPENSE DU COMPTE PRORATA**

C'est l'entreprise de **GROS OEUVRE**, qui sera chargée de la gestion du compte prorata, et sera assistée d'une commission de deux entreprises minima du second œuvre.

### **Toutes les entreprises sans aucune exception y sont assujetties**

Les dépenses définies ci-après sont portées au débit du compte spécial dit « compte prorata » établi, géré et réglé par les entrepreneurs :

- nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène ;
- consommations d'eau et d'électricité ;
- chauffage du chantier comprenant :
  - Installation matériels chauffage par entreprise du lot chauffage rémunérée par le compte prorata
  - La maintenance sera assurée par le lot chauffage rémunérée par le compte prorata
  - Les frais de consommation de chauffage
- frais de gardiennage nécessaires pendant les travaux.
- frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, l'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable
- frais de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou contournés, dans les cas suivants:
  - l'auteur des dégradations ou des détournements ne peut être découvert,
  - les défauts de nettoyage, les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire d'un lot déterminé,
  - la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

L'entrepreneur titulaire du lot **GROS OEUVRE** procède au règlement des dépenses visées ci-dessus; mais il peut demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectue en fin de chantier la répartition desdites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entrepreneur.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur, dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui serait élevé entre eux.

Aucun règlement pour solde ne sera effectué par le Maître de l'ouvrage avant clôture des règlements des comptes inter-entreprises et compte prorata

## **9.7 HORS D'EAU PROVISOIRE**

La mise hors d'eau provisoire des bâtiments sera à la charge **des lots traitant la couverture et l'étanchéité**.

La protection anti-effraction et la mise hors d'eau des baies extérieures seront à la charge des **lots traitant des menuiseries extérieures**.

# **10 REGLEMENTS**

---

## **10.1 NORMES ET REGLEMENTS**

Tous les devoirs des entrepreneurs seront définis par les règlements en vigueur et par la normalisation française soit notamment :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux.
- L'ensemble des normes AFNOR, REEF, UTE, USE et Européenne
- Les règles de calcul DTU
- Les prescriptions EDF et CONSUEL
- Les agréments du CSTB
- Les règlements légaux en vigueur de police, des pompiers et de salubrité.

La mise à jour de l'ensemble de ces documents 30 jours avant la date limite de remise des offres sont incluses.

Le fait qu'il ne soit pas fait mention des normes, règlements et agréments dans le présent cahier des clauses techniques particulières, ne peut pas être une raison de leur non-application.

## **10.2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES**

Dans le cas où des ouvrages décrits au présent CCTP ne figurent pas au DTU, ou en diffèrent par leur conception, l'entrepreneur devra toujours se conformer à l'esprit de ce document quant à la qualité et à la mise en œuvre des matériaux.

Les détails de construction précisés sur les plans et au présent CCTP, devront être respectés dans tous les cas.

Si les caractéristiques n'en sont pas modifiées, sous réserve de l'agrément du Maître d'œuvre et du contrôleur technique, l'entrepreneur aura la possibilité de proposer des aménagements dans le choix des matériaux à employer ou dans leur mise en œuvre.

# **11 CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT**

---

- **Etablissement de 5ème catégorie, type U**

# **12 MATERIAUX**

---

## **12.1 CONFORMITE DES MATERIAUX**

Tous les matériaux devront être conformes aux normes françaises, avoir un agrément CSTB ou bénéficier d'un avis technique en cours de validité.

L'entrepreneur devra les présenter au Maître d'œuvre et obtenir son accord écrit avant d'en faire la commande auprès de son fournisseur.

Les différents types de matériaux prévus au devis descriptif détaillé définissent une base minimale et comprennent la fourniture, la mise en œuvre et la pose afin d'en assurer la livraison complète.

Ils ne pourront pas être modifiés sans l'accord du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage.

Les marques énumérées au devis descriptif ne sont données qu'à titre indicatif et elles ne seront impérativement utilisées que dans le cas où des fournitures équivalentes n'existeraient pas ou ne seraient pas équivalentes.

## 12.2 DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE DE TYPE HQE

Une démarche environnementale de type HQE a été mise en place pour le projet.

Dans ce cadre, un VISA HQE des matériaux sera effectué afin de vérifier les performances environnementales des produits et matériaux utilisés et mis en œuvre sur le chantier. Les exigences spécifiques lot par lot, sont données dans le CCTP du lot correspondant. Ci-dessous, les exigences à respecter par TOUTES les entreprises :

- L'utilisation de produits polluants devra être limitée au maximum (solvants, colles, huile de décoffrage, etc.)
- Les matériaux disposant de FDES (fiche de déclaration environnementale et sanitaire) sont à privilégier
- Les bois mis en œuvre devront être issus de forêts durablement gérées et donc certifiés PEFC ou FSC ou équivalent
- Les traitements de préservation des bois mis en œuvre devront être certifiés CTB P+

Une charte « chantier à faible impact environnemental » a été rédigée par la maîtrise d'œuvre et est à signer par toutes les entreprises (pièce du marché). Elle est un engagement de la part des entreprises à respecter les exigences du chantier en termes de réduction des nuisances, des pollutions et de tri des déchets. En plus de cette charte, un PAE (Plan d'Assurance Environnement) est joint au DCE et est à compléter par chaque entreprise remettant une offre.

## 12.3 ETANCHEITE A L'AIR

Suivant dispositions 6-2 du CCAP

L'ensemble des entreprises est concerné par la démarche. Elles seront responsables de l'étanchéité à l'air de leurs ouvrages et de celles découlant de leur jonction, avec les éléments dans lesquels elles s'intègrent et devront s'engager sur la qualité de leur intervention, vis à vis de l'étanchéité de l'enveloppe afin d'obtenir l'objectif mesuré de 1,2 m³/(h.m² de parois déperditives) sous 4Pa.

Les mesures de la perméabilité à l'air seront réalisées suivant le principe qui consiste à sur-pressuriser ou dépressuriser mécaniquement le bâtiment ou la partie de bâtiment testé, et à corréliser les débits de fuite avec les écarts de pression mesurés. Les valeurs sont mesurées selon la norme NF EN 13829 « Performance thermique des bâtiments – Détermination de la perméabilité à l'air des bâtiments. Méthode de pressurisation par ventilation » de février 2001 et son guide d'application GA P50-784.

La technique consiste à mettre un bâtiment en dépression ou surpression pour :

- Réaliser une série de mesures à différentes valeurs de pression, des débits de fuite au travers de l'enveloppe, grâce à des enregistreurs de pression et de débit.
- Détecter les fuites d'air « involontaires » au travers de l'enveloppe.

Dans la continuité des études techniques et conformément aux plans et pièces écrites du dossier marché, les entreprises devront établir à leurs frais et charges, les prototypes/zones témoins, les plans d'atelier, les détails de fabrication, les notes de calculs et plans de chantier nécessaires à la bonne réalisation des ouvrages.

Les entreprises devront fournir durant la période de préparation tous les détails constructifs indiquant les traitements de l'étanchéité à l'air (type de matériau, mise en œuvre...) qui devront être soumis à l'approbation de la Maîtrise d'Œuvre et garantir le niveau d'étanchéité visé.

Toutes les entreprises concernées devront la fourniture et la mise en œuvre des collages, raccords, manchons, calfeutremments, colmatage, mousse et fonds pour assurer une parfaite étanchéité à l'air.

Par ailleurs, toutes les autres entreprises amenées à intervenir sur cette enveloppe et notamment à y installer des pénétrations (électricité, fluides...) doivent reconstituer la continuité du système d'étanchéité chaque fois qu'ils ont été amenés à le percer.

Seront au minimum assurés les tests suivants :

- Tests en cours de chantier sur les zones témoins de manière à déceler les défauts, les corriger, et affiner les procédures de mise en œuvre sur l'ensemble des bâtiments. Une validation sera faite par la maîtrise d'œuvre.

O Zone d'une surface minimale de 500 m².

- Un ou des tests finaux sur l'ensemble du bâtiment, avant réception, pour validation finale de la valeur cible recherchée.

Ces tests seront inscrits et mis en avant au planning général de l'opération afin de permettre à chaque entreprise de prendre les mesures nécessaires au respect des objectifs.

Le gestionnaire du compte prorata missionnera une société agréée afin de réaliser la formation et les tests intermédiaires.

Le maître d'ouvrage missionnera une société agréée afin d'assurer le ou les tests finaux.

Toutes les entreprises concernées devront obligatoirement être présentes aux divers tests d'étanchéité.

En cas de non-conformité, les défauts de perméabilité seront rapportés et devront être corrigés par les entreprises responsables afin de respecter l'exigence de perméabilité à l'air définie ci-avant. En cas de retard dans l'exécution des travaux les pénalités de retard prévues par les pièces du marché seront appliquées aux entreprises concernées. Les bâtiments (ou parties de bâtiments) testés seront définis par le maître d'ouvrage en collaboration avec la maîtrise d'œuvre.

Si l'importance des travaux ne permet pas de réaliser ces corrections lors des tests, les entreprises concernées prendront à leur charge la réalisation des tests complémentaires et des études complémentaires de la maîtrise d'œuvre, ainsi que les pénalités de retard de chantier prévues par les pièces du marché.

En fin d'opération, et dans le cas où un écart subsisterait à la livraison du bâtiment après correction par les entreprises, la maîtrise d'œuvre pourra effectuer la note de calcul RT 2012 avec la nouvelle valeur de perméabilité à l'air afin de définir le niveau énergétique et la validité ou non des résultats.

Tous les travaux de reprises nécessaires et les nouveaux tests complets seront à réaliser à la charge des entreprises concernées par des défauts de perméabilité jusqu'à obtention de la valeur de perméabilité à l'air exigée. Si les résultats restent insuffisants, le maître d'ouvrage pourra missionner un tiers aux frais et risques des entreprises concernées pour réaliser toutes les prestations nécessaires jusqu'à obtention du résultat souhaité. Les pénalités de retard resteront également applicables.

## **12.4 ÉCHANTILLONS, MODELES, MAQUETTES, TEMOIN**

Tous les échantillons, modèles et maquettes demandés pour fixer les choix dans le cadre du CCTP et des plans, devront être soumis à l'agrément du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage avant une date à fixer d'un commun accord entre toutes les parties et au cours d'un nombre limité de rendez-vous de chantier au tout début du démarrage des travaux, de manière à éviter la dispersion des présentations.

Le CCTP prévoit, pour certains matériels, un échantillon de référence et il autorise la fourniture de matériels qualifiés d'équivalent

Il est formellement spécifié que l'appréciation du caractère équivalent des matériels appartient au Maître d'œuvre et Maître d'ouvrage.

En cas de divergence de vues avec l'entrepreneur en ce qui concerne ce caractère équivalent, celui-ci sera tenu de fournir les matériels de référence

Les échantillons, modèles et maquettes acceptés par le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage, seront groupés en panoplies et exposés dans un local spécialement affecté à cet usage ; ce local pourra être le bureau de chantier. Dans ce cas les échantillons seront enfermés dans une armoire fermant à clé.

## **12.5 PROTOTYPES**

La maîtrise d'œuvre pourra demander la réalisation de prototypes notamment en :

- Façade terre
- Menuiserie
- Serrurerie

## 13 PROTECTION DES OUVRAGES

---

### 13.1 PRECAUTIONS A PRENDRE

Chaque entrepreneur doit la protection de ses ouvrages et de ceux existants.

Cette protection devra être maintenue en parfait état par les entrepreneurs intéressés et être renouvelée si nécessaire ; en tous cas, il en fera son affaire personnelle en relation avec les autres entrepreneurs et ceci jusqu'à la réception des bâtiments et des installations diverses.

En aucun cas la responsabilité du Maître d'œuvre ne pourra être soulevée ou engagée en raison de la date ou du moment choisi par lui pour la mise en œuvre ou la pose de ses prestations et fournitures.

Toute réparation ou tout remplacement des ouvrages et fournitures en cause, sera exécuté sur simple demande du Maître d'œuvre, par le ou les corps d'état, fournisseurs ou poseurs concernés, sans que ces réparations ou remplacements et les autres travaux en découlant, puissent faire l'objet d'une indemnité quelconque à quelque entreprise que ce soit.

## 14 PROPRETE DU CHANTIER

---

### 14.1 NETTOYAGE DU CHANTIER

Les entrepreneurs et installateurs doivent la protection et le propre nettoyage de leurs ouvrages et des locaux, après manutention ou après pose et enlèvement des gravois, afin de livrer les locaux, les matériels ou les installations, en parfait état de propreté.

Le chantier et ses abords devront être tenus en permanence, en parfait état de propreté.

Chaque entrepreneur devra donc prévoir un nettoyage hebdomadaire ainsi qu'un nettoyage au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux et chaque jour, le nettoyage de ses zones de travail ; les gravois et déchets provenant de son intervention seront évacués chaque jour selon les conditions définies au PGC. Le Tri sélectif des déchets sera respecté.

Si malgré les prescriptions ci-dessus le chantier n'était pas maintenu dans un état de propreté suffisante pendant l'exécution des travaux, ou si les locaux n'étaient pas livrés dans l'état de nettoyage définitif demandé par les pièces du contrat, **l'Architecte pourra en l'absence du responsable, ordonner chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le nettoyage général du chantier, les frais correspondants étant à imputer au compte prorata ou à l'entreprise défailante.**

### 14.2 NETTOYAGE AVANT RECEPTION

Dans le cas où malgré les ordres de service consignés au Cahier du Chantier, ce nettoyage n'aurait pas été exécuté de façon satisfaisante, l'Architecte pourra faire appel à une entreprise de nettoyage spécialisée, les frais étant imputés au compte prorata ou à l'entreprise défailante.

## 15 SECURITE DE CHANTIER

---

### 15.1 CLOTURE DE CHANTIER

L'entreprise de **GROS OEUVRE** est chargée de la clôture de chantier avec portail d'accès et **de sa fermeture** en dehors des heures de travail, ainsi que de la mise en place des panneaux d'affichage interdisant au public d'entrer dans le chantier.

### 15.2 FERMETURE DU CHANTIER

Dès que les menuiseries extérieures et vitrage seront posés (bâtiment hors d'eau et hors d'air) le bâtiment devra être fermé.

La fermeture du (ou des) bâtiment en dehors des heures de travail devra être effectuée en collaboration avec les entreprises de second œuvre. L'entreprise de **GROS OEUVRE** aura la responsabilité de la fermeture extérieure des locaux.

- Canon provisoire de chantier fonctionnant sur passe général pour toutes les portes donnant sur l'extérieur à prévoir (fourniture et pose) par le lot **MENUISERIE EXTERIEURE**.

### 15.3 GARDE-CORPS PROVISOIRES

L'entreprise de **GROS OEUVRE** aura à charge la mise en place des garde-corps provisoires ainsi que la maintenance en place jusqu'à livraison des ouvrages définitifs au pourtour de toutes trémies, escaliers, portes fenêtres, balcons, loggias, terrasses, gaines ascenseurs et autres ouvrages pouvant menacer la sécurité des travailleurs dans le chantier.

Elle en aura la responsabilité jusqu'à la pose des ouvrages définitifs dans le cadre du délai contractuel ou non. Cette prescription ne pouvant dépasser la date de réception des travaux de **GROS OEUVRE** sauf cas exceptionnel restant à préciser.

### 15.4 TAMPON SUR TREMIE

Toutes les trémies horizontales ne nécessitant pas la pose de garde-corps en raison de leur petite dimension seront recouvertes de tampon amovible en contre-plaqué ou bois de coffrage d'épaisseur correspondant à la dimension et pouvant recevoir une surcharge de 200 kg minimum avec renfort si nécessaire pour éviter tout accident corporel.

Ces tampons seront posés avec tasseaux de blocage dans trémie permettant sa dépose en cas de nécessité.

### 15.5 RESPONSABILITE

La responsabilité de la maintenance de ces ouvrages en place sera assurée par l'entreprise de **GROS OEUVRE**.

Les entreprises de second œuvre devront respecter les protections provisoires mises en place par l'entreprise de **GROS OEUVRE** garantissant la sécurité des travailleurs.

En cas de dépose par elles, les ouvrages devront être remis en place, si les ouvrages définitifs ne sont pas posés à l'avancement.

Pour toutes protections déposées pour l'exécution des travaux de second œuvre et nécessitant d'être conservées en place jusqu'à la pose des ouvrages définitifs de protection, l'entreprise de second œuvre concernée demeurera seule responsable des accidents qui pourraient survenir en cas de négligence dans la maintenance des ouvrages de protection provisoire.

Toute intervention par l'entreprise de **GROS OEUVRE** pour la remise en état sera facturée à l'entreprise défaillante.

Lorsque l'entreprise défaillante n'aura pu être identifiée, ces prestations seront facturées au compte prorata.

En tout état de cause et en complément des dispositions ci-dessus chaque corps d'état devra assurer la mise en place et le maintien de sa propre sécurité sur le chantier.

Les entreprises qui ne respecteront pas ces consignes de sécurités élémentaires se verront recherchées en responsabilité en cas d'accident.

### 15.6 POINTS PARTICULIERS AYANT TRAIT A LA SECURITE

Les aciers en attente devront obligatoirement être recouverts de capuchons en plastique afin d'écarter les risques de blessures en cas de chutes.

Ces capuchons sont livrés dans le commerce pouvant s'adapter à tous les diamètres d'aciers utilisés.

D'autre part, en règle générale, le polystyrène sera interdit sur le chantier pour la réalisation des ouvrages suivants :

- Joints de dilatation (en ISOREL mou d'épaisseur 2 cm).
- Trémies, réservations, trous (par fourreaux en PVC-M1, en acier, en bois extirpé après séchage du béton).

## 16 ESSAIS

Les entrepreneurs des installations techniques spécialisées telles que l'électricité courant fort et courant faible, la plomberie, le chauffage, la ventilation et l'appareil élévateur réaliseront les essais nécessaires au bon fonctionnement de leurs appareils et canalisations, avant la mise en service de leurs installations. Ces essais seront conduits selon les normes françaises en vigueur, les prescriptions du D.T.U. ou R.E.E.F. ou du C.S.T.B. Les frais seront à la charge de l'entreprise concernée.

Les essais ci-dessus seront complétés par des documents techniques :

COPREC (Comité des Organismes de Prévention et de Contrôle Technique) qui a fait paraître dans le Moniteur du **6 Novembre 1998 supplément spécial n°4954** la liste des descriptions, des essais et vérifications de fonctionnement des installations à effectuer par les entreprises, suite à l'application de la réforme sur l'assurance construction.



Les fluides nécessaires aux essais seront à la charge des entreprises concernées par les essais.

Il est rappelé à toutes les entreprises concernées que les travaux ne pourront être réceptionnés sans la production de ces documents justifiant que les essais ont bien été réalisés.

## 17 TROUS PERCEMENTS SAIGNEES

---

Les réservations et percements demandés seront fournis par les entreprises et visés par les Bureaux d'Etudes des entreprises chargées de l'étude des lots techniques.

Ces réservations et percements seront fournis au Bureau d'Etudes Structure du lot **GROS OEUVRE**, dans le délai d'un mois à dater de la notification du marché à chaque entreprise.

Cette disposition intéresse l'ensemble des trous de dimension supérieure ou égale à 15 cm x 15 cm, ou de diamètre 15 cm ou plus.

Pour les passages de dimensions inférieures, chaque entreprise fera son affaire du trou nécessaire, quelle que soit la nature de la paroi rencontrée.

## 18 SCELLEMENTS REBOUCHEMENTS

---

Les scellements nécessaires aux installations ainsi que les rebouchements dans les ouvrages en maçonnerie seront exécutés par chacune des entreprises concernées jusqu'au nu brut des ouvrages.

Les rebouchements dans les ouvrages de structure **seront exécutés par l'entreprise concernées** dans la limite d'une surface de 15 cm x 15 cm, au-delà, ils seront à la charge du **GROS OEUVRE**, afin de restituer aux ouvrages concernés leurs qualités de stabilité, de tenue au feu d'isolation acoustique et d'homogénéité du matériau.

Seront également compris à ce titre, le rebouchement des trémies au niveau des planchers dans les gaines techniques des autres corps d'état secondaires.

## 19 SCELLEMENTS DES OUVRAGES DU SECOND OEUVRE SOLIDAIRES DES MACONNERIES

---

Les parties d'ouvrages solidaires des maçonneries telles que huisseries, bâtis de portes et châssis divers, seront posées dans les conditions suivantes sauf dispositions contraires précisées sur chantier avec mention au PV en accord avec le Maître d'œuvre, ou dans les devis descriptifs particuliers.

L'entrepreneur poseur (menuiserie, serrurerie ou autres) effectuera la pose, le réglage et le calage solide de ses ouvrages et vérifiera, avant scellements par le lot **GROS OEUVRE** ou le plaquiste, qu'il n'y a pas eu de dérèglement et le cas échéant il exécutera les rectifications nécessaires lui-même.

De leur côté, les entreprises chargées des scellements (**GROS OEUVRE, CLOISONS** ou autres) informeront les entreprises intéressées qu'elles vont procéder aux scellements et leur indiqueront toutes les parties d'ouvrages dérèglées ou mal calées.

Tout défaut d'alignement de niveau ou d'aplomb donnera lieu de la part du Maître d'œuvre à un ordre de dépose et de repose correcte, ou de remplacement des ouvrages défectueux.

Dans ce cas, aucune des entreprises mises en cause ne pourra prétendre à aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

## 20 FOURREAUX

---

Les fourreaux pour les traversées horizontales ou verticales d'éléments de structure en maçonnerie appelés à être rebouchés sont fournis et posés par chacune des entreprises chargées des installations nécessitant des traversées.

## 21 DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES INTERVENANTS

---

### 21.1 FOURNITURE DE DOCUMENTS

Toutes les entreprises sont tenues de fournir au contrôleur technique tous les documents d'exécution tels que plans, notes de calcul, schémas, référence avis techniques, cahiers de charges pour matériaux non traditionnels, PV de classement ou d'essais de matériaux, etc.

Ces documents doivent être transmis au moins 15 jours avant exécution des ouvrages auxquels ils se rapportent.

Un compte rendu sera établi pour chaque pièce transmise. La responsabilité du bureau de contrôle ne pourra pas être retenue si les documents demandés relatifs aux désordres n'ont pas été transmis avant exécution.

## 21.2 TRAVAUX DE TECHNIQUE TRADITIONNELLE

Les travaux dits traditionnels devront être exécutés selon :

- Les normes françaises homologuées,
- Les normes françaises enregistrées si le cahier des charges le prescrit,
- Les prescriptions des DTU en vigueur,
- Les règles dites professionnelles.

Toute modification aux prescriptions du CCTP devra faire l'objet d'un courrier spécifique au bureau de contrôle. Un compte rendu sera rédigé après examen.

## 22 CHARGES PERMANENTES – CHARGES D'EXPLOITATIONS

Surcharges d'exploitation :

- L'entrepreneur se référera à la norme P 06.001.
- Il est précisé qu'il ne devra pas être pris en compte de dégression de surcharges dans les calculs de descentes de charges.

Charges permanentes :

- Le poids des matériaux seront calculés sur les bases indiquées par la Norme NF P 06.004.

## 23 RENSEIGNEMENTS

Les personnes à contacter pour demandes de renseignements complémentaires :

Plans architecturaux	<b>MURISSERIE</b> 18 Rue du Calvaire 44010 NANTES CEDEX 1 - Tel : 02.40.35.33.32 - Email : aymeric.trutet@murisserie.fr
Etude, plans, CCTP DPGF lot 01	<b>SIT&amp;A Conseil</b> 140, rue de l'Aérodrome 79000 NIORT - Tel : 05.49.33.09.49 - Email : niort@siteaconseil.fr
CCTP et DPGF des lots 02 à 15	<b>Cabinet MARET &amp; Associés SARL</b> 15, rue de Verdun – Pompaire 79200 PARTHENAY - Tel : 05.49.95.03.37 - Email : contact@cabinetmaret.fr
Etude et plans lot 02 à 04	<b>AREST</b> 8, rue Chante Merle 44140 LE BIGNON - Tel : 02.40.26.26.00 - Email : infos-nantes@arest.fr
CCTP et DPGF des lots 16 à 19	<b>ISOCRATE</b> 6, rue des Sassafras 44300 NANTES - Tel : 02.51.89.77.50 - Email : secretariat@isocrate.com
Etude acoustique	<b>ITAC</b> 5 rue Menou 44000 NANTES - Tel : 02.40.14.01.95 - Email : j.garreau@itac-acoustique.fr

### 23.1 OBSERVATIONS

Il est précisé que les quantitatifs joints au dossier d'appel d'offres ne sont pas une pièce contractuelle le montant des marchés étant forfaitaires ; en conséquence, les entreprises sont tenues de vérifier le sous détail des quantités.

**D'autre part, pour permettre l'analyse des offres, il est demandé de respecter le Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire et de fournir OBLIGATOIREMENT un pdf et un l'excel complété fourni au DCE.**

Les travaux complémentaires que l'entreprise jugerait nécessaires, et qui ne seraient pas prévus au quantitatif seront chiffrés à la fin du bordereau mais seront inclus dans le marché.

### 23.2 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Le titulaire remet au maître d'œuvre 3 exemplaires dont :

- 2 sous format papier

- et 1 exemplaire reproductible sur CD, DVD ROM ou support USB
- avec plans au format **.dxf**
- récupérable sous **Autocad 2020**
- et au format **.pdf**, compatible sou Acrobat Reader, accompagnés d'une liste de remises des documents y mentionnant la désignation des plans, leur numéro et leur indice.

L'ensemble des autres documents précités seront présentés sous pochette transparente à l'intérieur d'un classeur.

Ces documents serviront au coordonnateur SPS pour la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO).

Outre les dispositions de l'article 40.1, le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) contiendra :

- Les documentations, PV et notices relatives aux matériaux et matériel, les plans de récolement conformes à la charte graphique du maitre de l'ouvrage,
- Les Documents « maintenance » (en couleur)
- Les Documents techniques (en couleur)
- Certificat de garantie pour les matériels mis œuvre
- Les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A 4
- Ainsi que tous les documents spécifiques préconisés dans chaque CCTP.

Tous les documents seront rédigés en langue française.

Le format numérique devra être facilement exploitable. 1 document = 1 fichier. Les fichiers devront être classés par dossier et un sommaire devra lister l'ensemble des pièces. Dans le cas contraire le DOE pourra être refusé.

Les entreprises défaillantes se verront appliquer une pénalité conformément à ce qui est prévu au MARCHE.

Toutes les entreprises titulaires sont concernées

-- Fin document --